

Ottawa accusé de démanteler le registre des armes à feu

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement Harper tente de démanteler en catimini le registre des armes à feu, estiment les partis de l'opposition qui dénoncent la décision des conservateurs de mettre fin discrètement au nouveau projet d'enregistrement et de suivi des données de ce programme controversé.

Radio-Canada rapportait hier que le ministère des Travaux publics a versé 10 millions de dollars afin de résilier un contrat qui le liait à l'entreprise CGI qui devait concevoir la deuxième génération du Système canadien d'information relativement aux armes à feu (SCIRAF). Cette compensation n'a jamais été annoncée lorsqu'elle a été versée, au printemps 2006, mais elle est apparue subitement dans la dernière livraison des comptes

publics du gouvernement publiés en septembre.

Cette nouvelle version du projet d'enregistrement a coûté plus de 80 millions et devait corriger certaines lacunes du SCIRAF I. Or, vu les retards de livraison, le gouvernement avait annoncé en mai 2006 la suspension et le réexamen de SCIRAF II. Mais jamais, depuis cette date, n'avait-il été question de l'abandonner.

« Ils font indirectement ce qu'ils ne peuvent pas faire directement, a lancé le député libéral Pablo Rodriguez. Ils jettent aux ordures des pans du registre des armes à feu pour le rendre inopérant et éventuellement pouvoir l'éliminer au complet. »

Les conservateurs n'ont jamais caché leur aversion pour certains aspects de ce registre, créé en 1934 pour les armes de poing et les mitraillettes, mais étendu à tous les types d'armes à feu par

les libéraux en 1995. L'une de leurs promesses des dernières élections était d'ailleurs de soustraire les propriétaires d'armes longues sans restrictions, comme les fusils de chasse, à l'obligation d'enregistrer leur arme au registre national.

S'ils n'ont pas jusqu'ici réussi à faire adopter leur projet de loi C-21, qui va en ce sens, ils sont tout de même parvenus à imposer un moratoire qui atteint sensiblement les mêmes résultats. « À chaque année qui passe, le gouvernement rend le système un peu moins efficace pour les policiers », a déploré Serge Ménard,

député du Bloc québécois et ancien ministre de la Sécurité publique du Québec.

Contrairement à son collègue libéral, cependant, M. Ménard n'est pas allé jusqu'à accuser les troupes de Stephen Harper de tenter d'abolir l'ensemble du registre. Il a tout de même fait part à *La Presse* de son inquiétude face aux manœuvres du gouvernement. « Cela veut dire que les 80 millions que nous avons dépensés l'auraient été inutilement? a-t-il demandé. C'est donc un nouveau gaspillage dans ce dossier? »

Le coût du registre des armes à feu a déjà été largement dénoncé.

Lors de sa mise en place en 1995, il devait coûter environ 2 millions de dollars. La facture 10 ans plus tard s'élève à plus d'un milliard de dollars. Quant aux programmes de gestion informatique, SCIRAF I avait coûté 190 millions de dollars, soit près de deux fois plus que l'évaluation initiale. Les dépassements de coûts de SCIRAF II se sont élevés à plus de 50 millions de dollars.

La GRC, qui gère aujourd'hui le registre des armes à feu, a indiqué récemment qu'elle pourrait s'en remettre à SCIRAF I pendant encore cinq ans pour gérer le programme.